

CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Entre :

L'association

et :

La ville de Marly,

Article 1 – Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de rappeler les engagements que prend l'association au titre du respect des principes de la République, condition nécessaire pour bénéficier d'une subvention publique, d'un agrément ou d'un autre avantage accordé par une personne publique.

Article 2 – Les engagements de l'association

L'association s'engage à respecter les sept engagements du contrat d'engagement républicain :

- Respect des lois de la République : L'association veille à ce que ses activités, ainsi que celles de ses dirigeants, salariés, membres et bénévoles, soient conformes aux lois et règlements en vigueur. Elle s'abstient de toute action ou propos contraires à ces lois.
- Liberté de conscience : L'association respecte la liberté de conscience de chacun. Elle s'interdit toute action de prosélytisme abusif ou toute pression morale ou religieuse sur ses membres ou les personnes qu'elle accueille.
- Liberté des membres de l'association : L'adhésion est libre. Nul ne peut être contraint d'adhérer à l'association ni d'y demeurer. L'association veille à garantir la liberté d'expression et d'opinion de ses membres.
- Égalité et non-discrimination : L'association agit dans le respect du principe d'égalité entre les femmes et les hommes et refuse toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine, la religion, l'opinion, le handicap ou l'orientation sexuelle.
- Fraternité et prévention de la violence : L'association s'interdit tout acte ou propos de haine ou de violence, et veille à prévenir la radicalisation ou toute justification du recours à la violence.
- Respect de la dignité de la personne humaine : L'association garantit que ses activités ne portent pas atteinte à la dignité de la personne humaine.

- Respect des symboles de la République : L'association respecte le drapeau tricolore, l'hymne national et la devise de la République : Liberté, Égalité, Fraternité.

Article 3 – Sanctions en cas de manquement

En cas de non-respect de ces engagements, la commune pourra :

- Retirer ou suspendre la subvention, l'agrément ou l'aide octroyée
- Demander le remboursement des sommes versées, après procédure contradictoire.

Article 4 – Durée

Le présent contrat s'applique pendant toute la durée de la subvention, de l'agrément ou de la mise à disposition de moyens publics.

Fait à Le

Pour l'association :

En sa qualité de :

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

Pour la ville de Marly :